

"Appel à la conscience européenne" dans Welt der Arbeit (5 octobre 1956)

Légende: Le 5 octobre 1956, l'hebdomadaire syndical allemand Welt der Arbeit invite les forces progressistes à favoriser l'émergence d'une Europe unifiée telle que préconisée par le Comité d'action pour les États-Unis d'Europe (CAEUE) présidé par Jean Monnet.

Source: Welt der Arbeit. Wochenzeitung des deutschen Gewerkschaftsbundes. 05.10.1956. Köln: Bund-Verlag GmbH. "Appell an das europäische Bewußtsein".

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/appel_a_la_conscience_europeenne_dans_welt_der_arbeit_5_octobre_1956-fr-0709b681-9352-466e-8b7f-5515ea706bed.html

Date de dernière mise à jour: 05/07/2016



Appel à la conscience européenne

Avertissement du Comité d'action pour les États-Unis d'Europe – Discours très remarqué d'Adenauer

C'est à un nouvel éveil de la conscience européenne que nous assistons ces jours-ci. La crise de Suez y a contribué. Si, pour des raisons qui peuvent aussi être de nature politique, l'afflux de pétrole du Proche-Orient se tarit, le manque de l'Europe en sources d'énergie, qui se dessine déjà clairement et qui tend de toute façon à croître de manière dévastatrice, se manifesterá de manière encore plus nette que ce qu'il y a déjà lieu de craindre. Le Comité d'action pour les États-Unis d'Europe a adressé ces jours-ci aux gouvernements européens un appel qui ne manque pas de clarté.

Dans le monde actuel, seule une Europe unie peut être écoutée et respectée, peut-on lire dans la résolution, dont le style clair trahit la main de maître du père de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, Jean Monnet. Ce n'est qu'ensemble que nos pays arriveront à produire de l'énergie nucléaire à temps et en quantité suffisante pour maintenir dans des limites raisonnables leurs importations de pétrole et de charbon. Des mesures pratiques sont nécessaires d'urgence. Un point essentiel est que, pour l'approvisionnement, pour la propriété et pour le contrôle des matières fissiles, il convient d'appliquer les méthodes qui ont fait leurs preuves aux États-Unis: la concentration la plus forte sous la surveillance de l'État. Il nous semble également tout aussi important que, aux côtés des gouvernements et des parlements, les travailleurs, les employeurs et les consommateurs participent de manière décisive au règlement de cette question.

L'impression laissée par cette résolution a été couverte par l'écho extraordinairement puissant d'un discours du chancelier Adenauer devant des catholiques belges à l'occasion de sa visite à Bruxelles. Son appel à agir rapidement pour une unification européenne ne pouvait pas être plus pressant que la résolution mentionnée. Son discours a produit son effet surtout à cause de deux points d'orgue. La première fois, le chancelier a habilement évoqué les angoisses apparues en France et en Angleterre parce que ces deux pays n'ont pas reçu des États-Unis l'aide qu'ils attendaient pour une action commune contre Nasser suite à l'expropriation du canal de Suez. Chacun sait qu'Adenauer lui-même est tout sauf ravi de l'évolution des idées américaines dans la question de l'armement. C'est ainsi que s'est imposée d'elle-même comme point de départ l'idée fondamentale de tous ceux qui chérissent l'idée européenne: l'Europe ne peut être sous le patronage de l'Amérique mais doit développer elle-même une force continentale si elle veut devenir un acteur indépendant sur la scène politique et économique mondiale.

Comme moyen d'atteindre cet objectif qui doit devenir réalité au plus vite, le chancelier a recommandé une méthode dont l'idée n'est pas non plus nouvelle, mais avait été reléguée à l'arrière-plan. Ce fut le second élément à l'origine de l'effet puissant de son discours. Les États européens – Angleterre comprise – devraient se regrouper en une union lâche, une fédération, pour s'imbriquer plus étroitement sur le plan politique. Cette solution politique n'exclut en rien d'autres formes de coopération. Elle les complète plutôt et peut, du moins à long terme, les amener à un dénominateur commun. L'appel d'Adenauer a surtout incité à agir vite. Il n'y a effectivement pas de temps à perdre. Lors de sa prochaine visite officielle à Paris, Adenauer discutera de la poursuite de l'action avec le président du Conseil français, Guy Mollet.

Mais il faudrait aussi que rien ne contrarie ces efforts en vue d'une union plus étroite de l'Europe. Les tentatives d'aboutir à un règlement de la question nucléaire en Allemagne qui donne au capital privé les privilèges les plus larges pour l'utilisation de cette force prodigieuse de la nature, ou l'exclusion de toute possibilité d'une politique d'importation du ministre allemand de l'Alimentation qui soit axée sur un marché commun, sont des freins au déploiement d'un véritable esprit européen dans notre propre pays. Nous saluons toute nouvelle démarche et toute nouvelle idée allant dans le sens d'une unification des États européens.

Mais ne créons pas nous-mêmes des obstacles. C'est pourquoi cet appel au gouvernement est de mise: commencez par appliquer les bonnes intentions dans notre pays! Ss.